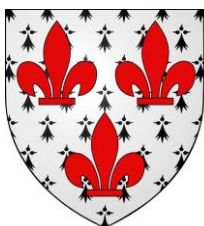


**COMMUNE DE
RAMECOURT**



**COMMUNAUTE DE
COMMUNES DU TERNOIS**



TERNOISCOM
— TERRE D'AVENIR —

**ENQUETE PUBLIQUE
RESUME NON TECHNIQUE**

Révision du zonage d'assainissement des eaux usées

JUILLET 2025

Acteurs de l'étude		
Fonction	Structure / Adresse	
Maître d'ouvrage	Communauté de Communes du TERNOIS 8 Place François Mitterrand 62 130 SAINT POL SUR TERNOISE	
Bureau d'étude	AMODIAG Environnement 9, Avenue Marc Lefrancq ZAC de Valenciennes Rouvignies 59 121 PROUVY	
Commune de Ramecourt	15 Rue Principale 62 550 RAMECOURT	
Avis technique et partenaires financeurs	Agence de l'Eau Artois-Picardie	

Caractéristiques du document	
Opération	Révision de Zonage d'Assainissement et actualisation du Schéma Directeur
Nature du document	Résumé non technique dans le cadre de l'enquête publique
Établi par	Thibault DUPONT
Vérifié et validé par	David PINTENAT
Présenté le	//
Indice	Version 2

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	4
2. RAPPEL DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	5
2.1. TEXTES DE REFERENCE	5
2.1. OBJECTIFS DE L'ENQUETE PUBLIQUE	6
2.2. LES ENJEUX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	6
2.3. LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE	7
2.3.1. <i>L'approbation du zonage d'assainissement</i>	7
2.3.2. <i>Le contrôle de légalité</i>	7
3. ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE	8
3.1. RESEAUX D'EAUX USEES	8
3.2. RESEAUX D'EAUX PLUVIALES	8
3.3. CONNAISSANCE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SUR LA COMMUNE	8
4. PRESENTATION DE LA DELIMITATION DE L'ASSAINISSEMENT	9
4.1. LA SOLUTION RETENUE	9
4.2. JUSTIFICATION SUR LE CHOIX RETENU	9
4.2.1. <i>Généralités</i>	9
4.2.2. <i>Définition des secteurs d'assainissement</i>	10
4.2.3. <i>Conclusions des études des phases 1 & 2 de l'étude de révision de zonage</i>	11
4.2.4. <i>Assainissement collectif</i>	12
4.2.4.1. <i>Secteur n°1 : Rue Chopin (RD n°102) et rue Joseph Lecas (tranches 5 & 6)</i>	12
4.2.4.2. <i>Secteur n°2 : Rue d'Herlin le Sec (tranche 7)</i>	14
4.2.4.3. <i>Secteur n°3 : Route Nationale 41, déclassée RD 841 (tranche 8)</i>	15
5. LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	17
5.1. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	17
5.1.1. <i>Description générale</i>	17
5.1.2. <i>Secteurs à desservir</i>	17
5.1.3. <i>Organisation du service d'assainissement collectif</i>	17
5.1.3.1. <i>Préambule</i>	17
5.1.3.2. <i>Obligation de raccordement</i>	18
5.1.3.3. <i>Les conditions de raccordement</i>	18
5.1.3.4. <i>Incidence financière des travaux sur le prix de l'eau</i>	19
5.2. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	20
5.2.1. <i>Description générale</i>	20
5.2.2. <i>Description des filières</i>	20
5.2.3. <i>Organisation du service</i>	22
5.2.4. <i>Coûts du projet</i>	24
5.2.4.1. <i>Investissement</i>	24
5.2.4.2. <i>Fonctionnement des dispositifs d'assainissement non collectif</i>	24
5.2.5. <i>Répercussion financière sur le prix de l'eau</i>	24
5.2.6. <i>La mise en œuvre du zonage d'assainissement</i>	25
5.2.6.1. <i>Les documents d'urbanisme</i>	25
5.2.6.2. <i>Les actes d'urbanisme</i>	25
5.2.6.2.1. <i>Certificat d'urbanisme</i>	25
5.2.6.2.2. <i>Permis de construire</i>	25
5.2.6.3. <i>La mise en conformité des installations existantes</i>	26
5.2.6.4. <i>Cas particulier des nouveaux logements</i>	26
5.2.6.4.1. <i>Zones délimitées</i>	26
5.2.6.4.2. <i>Zones non délimitées</i>	26

ABREVIATIONS

COMPACT : Filière compacte ou microstation d'épuration (microStep)

ESG : Ependage souterrain gravitaire

OTEU : Ouvrage de transfert des eaux usées (tronçon du réseau collectif qui s'étend du dernier branchement particulier jusqu'à l'unité de traitement)

LFVD : Lit filtrant vertical drainé

LFVND : Lit filtrant vertical non drainé

TI : Tertre d'infiltration drainé

+ accès : Contrainte d'accès

+ exutoire : Contrainte d'exutoire

1. PREAMBULE

Le zonage d'assainissement sur le territoire répond au souci de préservation de l'environnement en intégrant les nouveaux enjeux économiques, techniques, réglementaires et urbanistiques. Ainsi, le zonage permet de s'assurer de la mise en place de modes d'assainissement adaptés au contexte local et aux besoins du milieu naturel.

Le zonage permettra notamment à l'entité publique compétente en termes d'assainissement, ici la Communauté de Communes du Ternois, de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées sur son territoire et constituera un outil pour la gestion de son développement.

Enfin, le zonage va permettre d'orienter la mise en place d'un système d'assainissement collectif ou non collectif conforme à la réglementation. Lors celui-ci est déjà présent, alors le zonage pourra proposer son extension.

Le présent rapport de révision du zonage d'assainissement des eaux usées concerne la commune de RAMECOURT située dans le département du Pas-de-Calais.

2. RAPPEL DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

2.1. TEXTES DE REFERENCE

La **Loi sur l'eau et les milieux aquatiques** n°2006-1772 du 30 décembre 2006 attribue l'obligation aux communes et à leurs groupements, notamment la **délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif**.

➤ **Cette obligation** est inscrite dans le code général des collectivités territoriales à l'article L 2224-10 ainsi rédigé :

« **Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

- **Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

➤ **Procédure et déroulement d'une enquête publique : Code de l'Environnement - Chapitre III – articles L 123 -1 à L 123 -19.**

➤ **Pour les communes, une enquête publique est obligatoire avant d'approuver la délimitation des zones d'assainissement.**

L'article R.2224-8 du code général des collectivités territoriales (modifié par décret n°2011-815 du 6 juillet 2011) précise le type d'enquête à mener :

« **Article R.2224-8 - l'enquête publique préalable à la délimitation des zones** mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement. »

La loi S.R.U. n°2000-1208 du 13 décembre 2000 est venue bouleverser les références au code de l'urbanisme, en particulier, concernant le régime de l'enquête publique de zonage d'assainissement.

Le décret n°2001-260 du 27 mars 2001, quant à lui, modifie le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme. Plus spécifiquement, ce décret renvoie aux articles 7 à 21 du décret modifié n°85-453 du 23 avril 1985, pris par application de

la loi n°83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement (article R 123-19 du code de l'urbanisme pour le P.L.U. et article R 124-6 pour les cartes communales).

Le dossier d'enquête publique se compose ainsi d'un plan de zonage accompagné d'une note justificative, d'un dossier technique correspondant à l'étude de zonage, des règlements d'assainissement en vigueur et de l'impact financier.

2.1. OBJECTIFS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Les objectifs de l'enquête publique consistent en l'information du public (propriétaire foncier) et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire. Ce dossier précise donc les modes et les raisons qui ont conduit le maître d'ouvrage au choix du ou des systèmes d'assainissement retenus. Il doit en outre préciser si nécessaire, quelles sont les conséquences techniques et financières pour chaque groupe de bâtiments, hameau ou habitation, activités incluses.

2.2. LES ENJEUX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

La présente étude de zonage d'assainissement concerne la commune de RAMECOURT, rattachée à la Communauté de Communes du Ternois, située dans le département du Pas-de-Calais.

Pour la commune et pour l'ensemble des immeubles sur son territoire géographique, les enjeux sont multiples :

➤ Pour la **préservation de l'environnement et de la salubrité publique**, l'assainissement est une **obligation** et il est important de **connaître**, pour chaque secteur, **les techniques d'assainissement à mettre en œuvre**.

➤ La qualité de l'assainissement dépend de multiples intervenants (les propriétaires, la commune ou la communauté de communes, le Service Public d'Assainissement Non Collectif et Collectif, l'état); un **règlement d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif définissant le rôle, les droits et les obligations de chacun** sont établis.

➤ L'assainissement doit être mis en œuvre en **tenant compte de l'existant** sur le territoire et les perspectives d'évolution de l'habitat et des activités ; il doit être **conforme à la réglementation** en vigueur et être conçu pour mettre en place un investissement durable. Pour cela, une étude de schéma directeur d'assainissement est indispensable et doit aboutir (après enquête publique pour le territoire communal et intercommunal) à une délimitation du zonage.

➤ Le zonage doit être **en cohérence avec les documents de planification urbaine**, qui intègrent à la fois l'urbanisation actuelle et future.

2.3. LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Préalablement au déroulement de l'enquête publique et après délibération prise par la collectivité compétente, une notice (synthèse du dossier technique) justifiant le zonage proposé ainsi qu'une carte sont élaborées, constituant ainsi la base du dossier d'enquête publique.

Ce dossier est le dossier d'enquête publique (projet de zonage).

2.3.1. L'approbation du zonage d'assainissement

Le projet de zonage peut éventuellement être modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique.

Il est approuvé par délibération de la Communauté de Communes. Il ne deviendra exécutoire qu'après les mesures de publicité effectuées (affichage pendant un mois et parution dans deux journaux locaux au minimum).

2.3.2. Le contrôle de légalité

Le contrôle de légalité après l'approbation du zonage est exercé par le préfet, en parallèle avec l'avis sur les dossiers par la police de l'eau (composée généralement de l'Onema, la DDTM et l'agence de l'eau).

3. ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE

3.1. RESEAUX D'EAUX USEES

La commune dispose d'un réseau d'eaux usées de type séparatif d'environ 2 300 ml dont 300 ml de refoulement. Il est doté d'un poste de refoulement localisé à l'intersection entre la rue Lucien Dupré et rue Charles Chopin. **Ce dernier est dimensionné pour reprendre tous les immeubles raccordés selon les 8 tranches du programme de travaux. Il a donc été dimensionné pour recueillir toutes les habitations du bourg (hors écarts et hameau Le Pronay).** Les effluents de la commune rejoignent par refoulement le réseau de Saint-Pol-sur-Ternoise où ils sont traités sur la STEP intercommunale.

Le réseau en place dessert 102 immeubles.

La compétence concernant l'assainissement collectif revient à la Communauté de Communes du Ternois qui a délégué à VEOLIA l'exploitation des réseaux d'assainissement et des usines de dépollution associées.

3.2. RESEAUX D'EAUX PLUVIALES

Ramecourt dispose d'un réseau d'assainissement des eaux pluviales d'environ 1 750 ml (parties busées).

3.3. CONNAISSANCE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SUR LA COMMUNE

La compétence assainissement non collectif est détenue par la Communauté de communes du Ternois.

La compétence assainissement non collectif est détenue par la Communauté de communes du Ternois.

Lors du dernier programme de 2023 portant sur le diagnostic des installations d'assainissement autonome sur la commune, 79% des installations se sont révélés être non conformes (sur les 53 investiguées).

Compte tenu du fait que la commune n'est ni située sur une zone à enjeu environnemental ni sur une zone à enjeu sanitaire, il a été considéré que seulement 25% des installations ANC non conformes (en 2023, 79% des installations de la commune) étaient à réhabiliter. Au final, ce sont donc 1 installation ANC sur 5 qui sera considérée comme « à réhabiliter » dans les scénarios d'assainissement.

4. PRESENTATION DE LA DELIMITATION DE L'ASSAINISSEMENT

4.1. LA SOLUTION RETENUE

Le choix d'assainissement a été fait suite à l'étude de l'évolution de la réglementation, des techniques, des financements, des contraintes et de l'état du milieu naturel. Ainsi, plusieurs solutions d'assainissement sont apparues.

Après délibération en date du 18 octobre 2022, le conseil communautaire a retenu la solution suivante :

Réactualisation du zonage sur la base du zonage en vigueur – Tous les secteurs urbanisés en assainissement collectif, hormis :

- Le hameau du Pronay,
- N°45 rue de la Place,
- Ferme sise au n°985 rue Lucien Pire,
- Ferme sise Bois du Quesnoy.

4.2. JUSTIFICATION SUR LE CHOIX RETENU

4.2.1. Généralités

Dans le cadre d'une étude de zonage sur un territoire donné, différents modes d'assainissement peuvent être envisagés. Ainsi, pour les secteurs lotis ou réservés à l'urbanisation future, non desservis par un réseau d'assainissement eaux usées, et situés en périphérie de l'urbanisation actuelle, différentes solutions d'assainissement peuvent être envisagées :

- Soit le raccordement à l'assainissement collectif existant,
- Soit l'assainissement semi-collectif,
- Soit l'assainissement non collectif.

Pour les zones urbanisées de faible densité à caractère résidentiel et éloignées ou non du village, la mise en place d'un assainissement collectif entraîne :

- La création d'un linéaire de réseaux très important,
- Par la suite, des dysfonctionnements hydrauliques (sédimentation, temps de séjour importants des effluents dans les collecteurs, avec risques de formation d'hydrogène sulfuré), des risques de septicité des effluents, des contraintes particulières d'exploitation, et des coûts prohibitifs.

En conséquence, le choix du type d'assainissement est limité à la seule possibilité de prévoir de l'assainissement non collectif.

Pour les zones, de densité moyenne ou forte, proches du réseau existant, le raccordement à ce dernier est envisageable sous conditions des contraintes techniques (topographie, présence de nappe...).

Régulièrement, la densité forte de bâtiment entraîne également un manque de place pour la bonne réalisation de l'assainissement non collectif.

Pour les zones, de densité moyenne ou forte, éloignées du réseau existant, l'assainissement individuel ou semi-collectif peut être envisagé, selon l'ampleur de la dispersion des bâtiments, de la topographie et de la surface disponible. Un assainissement semi-collectif peut se justifier si la densité des bâtiments est importante et si un emplacement est réservé pour accueillir l'unité de traitement.

4.2.2. Définition des secteurs d'assainissement

L'analyse de la structure de l'habitat et des équipements en place fait ressortir deux types de zones parmi les secteurs actuellement urbanisés :

- **Les zones actuellement desservies par un réseau d'assainissement :** Les habitations raccordées (ou raccordables) au réseau d'assainissement intercommunal rejoignent la station d'épuration du secteur aggloméré. **Ces zones seront classées en zone d'assainissement collectif ;** en effet, les secteurs présentent une densité, propice au réseau collectif, mais désavantageuse pour la mise en place d'assainissement non collectif ; par ailleurs, le système d'assainissement collectif existant ne présente pas de dysfonctionnements notables.

Ces zones sont identifiées dans le tableau ci-dessous, elles correspondent aux secteurs où les tranches de travaux pour la mise en place de l'assainissement collectif (programme de travaux 2006, réactualisé en 2011) ont été réalisées :

Tranche	Rue	Réseau gravitaire	Conduite refoulement	Station pompage	Branchement
		ml	ml	u	u
1	Hesdin Chopin	481	306	1	21
2	Dupire Place Publique	422	0	0	25
3	Dupire	463	0	0	19
4	Chopin	427	0	0	26
6	Lecas (1/2)	185	0	0	8
Total		1 978	306	1	99

- **Les zones non desservies par l'assainissement, à proximité du réseau de collecte :** Ces habitations ne sont pas directement desservies par le réseau de collecte des eaux usées mais elles pourraient l'être de par leur proximité au réseau.

Ces zones correspondent aux secteurs où les tranches de travaux pour la mise en place de l'assainissement collectif prévues au programme de travaux de 2006 **n'ont pas été réalisées**. Ces zones sont identifiées dans le tableau ci-dessous :

Tranche	Rue	Réseau gravitaire	Conduite refoulement	Station pompage	Branchement
		ml	ml	u	u
5	Chopin (RD N°102)	438	0	0	21
6	Lecas (1/2)	114	0	0	3
7	Herlin	248	0	0	9
8	RN N°41	630	0	0	15
Total		1 430	0	0	48

A noter que le dimensionnement des réseaux et du poste de relevage en place tient compte du raccordement de ces 4 dernières tranches de travaux.

Sur ces zones seront étudiés un scénario d'assainissement collectif et un scénario d'assainissement non collectif.

- **Les secteurs non desservis par l'assainissement, écarts et hameau :** Les habitations ne sont pas desservies par un réseau de collecte des eaux usées et aucun réseau d'assainissement n'est situé à proximité.

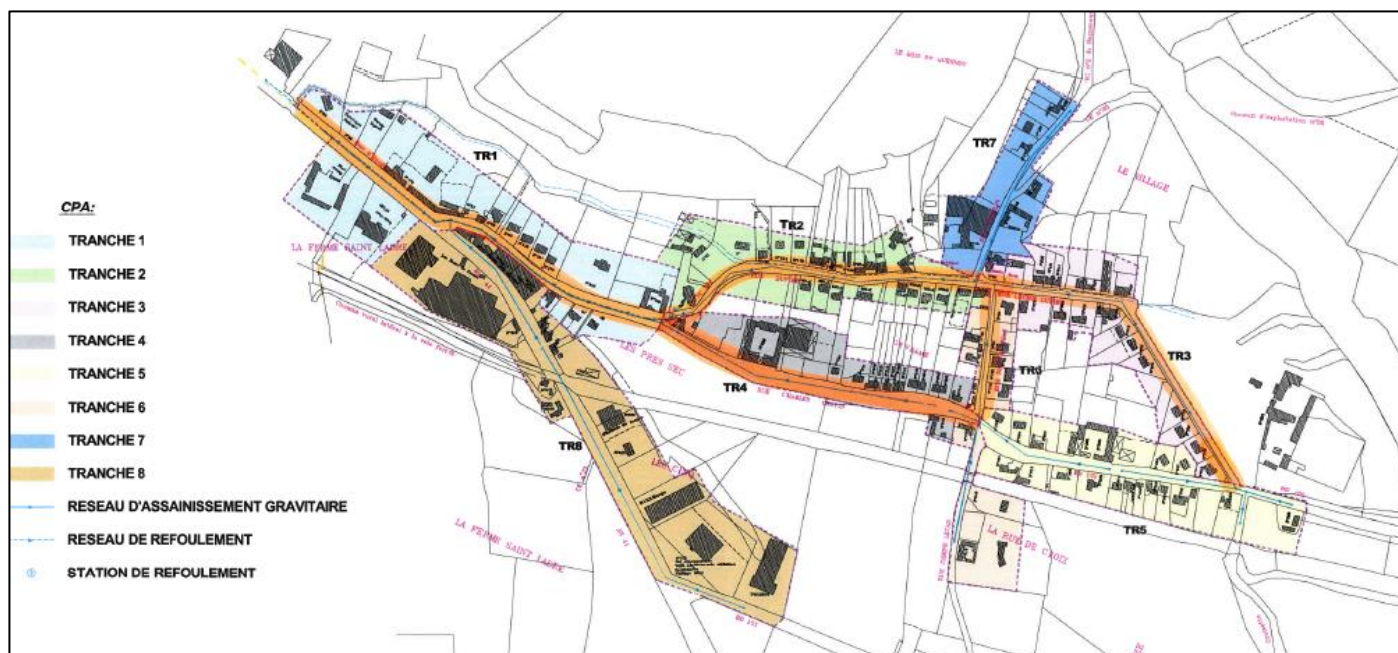
L'habitation n°45 rue de la Place, localisée à non loin de la mairie, est éloignée de plus de 50 ml de la rue d'Herlin le Sec (35 ml de la rue Lucien Dupire mais nécessité de traverser la Place avec l'éventuelle nécessité d'une pompe de refoulement privative).

La ferme sise n°985 rue Lucien Dupire est reculée de plus de 100 ml de cette même rue, idem pour la rue Charles Chopin.

La ferme du Bois du Quesnoy à l'est du bourg est située à plus de 400 m à vol d'oiseau du réseau d'assainissement.

Le hameau du Pronay, et ses 13 habitations, sont distantes de plus de 2 km du bourg.

Ces secteurs seront classés en zone d'assainissement non collectif.



Programme de travaux pour la mise en place de l'assainissement collectif – 2006

(Les tranches réalisées à l'heure actuelle sont surlignées en orange)

4.2.3. Conclusions des études des phases 1 & 2 de l'étude de révision de zonage

Au vu des informations récoltées en phase 1 et des différents chiffrages abordés dans ce rapport de phase 2, il apparaît les conclusions suivantes :

- Les scénarios collectifs représentent **une augmentation non négligeable du prix de l'eau** du fait de l'importance des travaux comparée au nombre de logements concernés. D'autre part, la commune **n'est pas située dans un secteur identifié comme zone à enjeu**

environnemental ou sanitaire, en d'autres termes les installations ANC sur la commune n'ont pas été identifiées comme ayant un impact sur le milieu récepteur ou sur un usage sensible (exemple : captage d'eau potable). **Il n'y a donc pas d'urgence avérée de la nécessité de remplacer l'assainissement autonome par de l'assainissement collectif.**

Cependant, le réseau d'assainissement existant a été dimensionné et mis en place en prenant en compte le raccordement des 3 secteurs qui ont été identifiés précédemment. Tant le poste de refoulement et le dimensionnement de la station d'épuration de Saint-Pol-sur-Ternoise, que l'approfondissement du réseau ainsi que les regards de visite positionnés en conséquence.

- La mise en place d'installations ANC ou la réhabilitation de celles existantes, ne se confrontent pas à des **contraintes particulières** (topographie, surface, accès, exutoire).

Sur la base de ces conclusions, le conseil communautaire a donc retenu le choix d'un zonage en assainissement collectif de l'intégralité des secteurs urbanisés de la commune (dont la future zone d'activités), hormis les secteurs suivants zonés en assainissement non collectif car isolés :

- **Chemin du bois (2 habitations)**
- **Rue de la Gare (2 habitations)**
- **Rue du Château (1 habitation)**
- **Chemin du Bart et ruelle du Bart (5 habitations)**
- **Rue de l'Eglise (1 habitation)**

4.2.4. Assainissement collectif

4.2.4.1. Secteur n°1 : Rue Chopin (RD n°102) et rue Joseph Lecas (tranches 5 & 6)

Le projet de zonage prévoit le raccordement de l'ensemble des habitations situées rue Joseph Lecas côté voie ferrée (3 habitations) ainsi que celles rue Charles Chopin, du n°780 au n°998.

➤ Points notables :

- Mise en place d'au moins une pompe « privée » pour ramener les effluents domestiques vers la rue (habitation n°860 rue Charles Chopin) ;
- Travaux sous voie ferrée pour raccorder la rue Joseph Lecas ;
- Topographie de la route favorable à la mise en place d'un réseau collectif gravitaire ;
- Le dimensionnement du poste de refoulement existant tient compte du raccordement des habitations du secteur n°1.

➤ Caractéristiques techniques du scénario collectif pour le secteur n°1 :

- Nombre de logements raccordés : 24
- Nombre d'habitations en assainissement non collectif : 0
- Linéaire de réseau gravitaire : 438 ml

- Nombre de postes de relevage pour le réseau de collecte : 0
- Nombre de postes de relevage chez les particuliers : 1

➤ **Investissement public :**

	Secteur n°1 : Rue Chopin (RD 102) + Rue Joseph Lecas
Création d'un branchement en domaine public	43 200,00 €/HT
Canalisation de Ø 200 chaussée communale	52 650,00 €/HT
Canalisation de Ø 200 chaussée départementale	156 000,00 €/HT
Divers (20% du total)	50 370,00 €/HT
Total investissement pour le domaine public	302 220,00 €/HT
Ratio par branchement	12 592,50 €/HT

➤ **Frais de fonctionnement du réseau projeté sur le secteur :**

Coût de l'entretien annuel du réseau	828,00 €/HT
Coût de l'entretien annuel des postes de refoulement	0,00 €/HT
Total frais de fonctionnement sur 1 an	828,00 €/HT
Ratio par logement	34,50 €/HT

Figure 1 : Détail des frais de fonctionnement du réseau projeté pour le secteur n°1

➤ **Simulation budgétaire pour l'assainissement collectif – secteur n°1**

Quel que soit le scénario, les simulations budgétaires sont réalisées sur une durée de 20 ans et sont calculées sur les travaux à la charge de la collectivité.

Dans ce scénario, 24 logements sont raccordés au réseau.

IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU - Secteur n°1

	Calcul avec subvention	Calcul sans subvention
Coût total des investissements avec frais divers hors raccordement à l'égout (domaine privé)	302 220 €/HT	302 220 €/HT
Montant des subventions (AEAP)	89 640 €/HT	
Montant de l'avance (Agence de l'Eau) sur Réseau (20 % sur 20 ans)	39 840 €/HT	
Montant non subventionné (€HT)	212 580 €/HT	302 220 €/HT
Montant du prêt contracté par la commune	172 740 €/HT	302 220 €/HT
Annuités de remboursement de l'avance AEAP sur réseau (sur 20 ans)	1 992 €/HT	
Annuités de remboursement de l'emprunt - taux 4% (sur 20 ans)	12 711 €/HT	22 238 €/HT
Nombre d'équivalent habitant (EH) raccordé selon le scénario collectif	60 EH	60 EH
Volume d'eau consommé par les usagers du système d'assainissement intercommunal Ex SIVU pendant un an (*)	283 172 m3/an	283 172 m3/an
Coût maximal de fonctionnement annuel (réseau projeté selon le scénario collectif sur le secteur 1)	828 €/HT/an	828 €/HT/an
Impact moyen sur le prix de l'eau pour les habitants actuellement raccordés au réseau public de collecte des eaux usées (système d'assainissement intercommunal) (redevance collective en € HT/m³)	+ 0,05 € HT/m³	+ 0,08 € HT/m³
Impact moyen sur le prix de l'eau pour les habitants nouvellement raccordés au réseau public de collecte des eaux usées (système d'assainissement intercommunal) (redevance collective en € HT/m³)	+ 2,40 € HT/m³	+ 2,43 € HT/m³

(*) Assiette de la redevance collective "collecte et dépollution des eaux usées" s'appliquant aux usagers du système d'assainissement intercommunal (Ex SIVU)

Assiette redevance du système d'assainissement intercommunal donnée RAD 2020 (280 982 m³) + Consommation des immeubles raccordés selon le scénario

Montant constaté sur l'année 2021 de la taxe "collecte et dépollution des eaux usées" + Modernisation du réseau de collecte : 2,35 €

4.2.4.2. Secteur n°2 : Rue d'Herlin le Sec (tranche 7)

Le projet de zonage prévoit le raccordement de l'ensemble des habitations situées rue d'Herlin le Sec au réseau collectif actuel accessible au niveau de l'intersection entre ladite rue et la rue Lucien Dupire (à proximité de la mairie).

➤ **Points notables :**

- Topographie de la route favorable à la pose d'un réseau collectif gravitaire ;
- Pas de contrainte particulière pour ce scénario.

➤ **Caractéristiques techniques du scénario collectif pour le secteur n°2 :**

- Nombre de logements raccordés : 9
- Nombre d'habitations en assainissement non collectif : 1 (n°45 rue de la Place)
- Linéaire de réseau gravitaire : 248 ml
- Nombre de postes de relevage pour le réseau de collecte : 0
- Nombre de postes de relevage chez les particuliers : 0

➤ **Investissement public :**

	Secteur n°2 : Rue d'Herlin le Sec
Création d'un branchement en domaine public	16 200,00 €/HT
Canalisation de Ø 200 chaussée communale	80 600,00 €/HT
Divers (20% du total)	19 360,00 €/HT
Total investissement pour le domaine public	116 160,00 €/HT
Ratio par branchement	12 906,67 €/HT

➤ **Frais de fonctionnement du réseau projeté sur le secteur :**

Coût de l'entretien annuel du réseau	372,00 €/HT
Total frais de fonctionnement sur 1 an	372,00 €/HT
Ratio par logement	41,33 €/HT

Simulation budgétaire pour l'assainissement collectif – secteur n°2

Dans ce scénario, 9 logements seraient raccordés au réseau existant.

IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU - Secteur n°2	Calcul avec subvention (à condition de regrouper les scénarios collectifs du secteur n°2 et n°3)	Calcul sans subvention
Coût total des investissements avec frais divers hors raccordement à l'égout (domaine privé)	116 160 €/HT	116 160 €/HT
Montant des subventions (AEAP)	33 615 €/HT	
Montant de l'avance (Agence de l'Eau) sur Réseau (20 % sur 20 ans)	14 940 €/HT	
Montant non subventionné (€HT)	82 545 €/HT	116 160 €/HT
Montant du prêt contracté par la commune	67 605 €/HT	116 160 €/HT
Annuités de remboursement de l'avance AEAP sur réseau (sur 20 ans)	747 €/HT	
Annuités de remboursement de l'emprunt - taux 4% (sur 20 ans)	4 974 €/HT	8 547 €/HT
Nombre d'équivalent habitant (EH) raccordé selon le scénario collectif	23 EH	23 EH
Volume d'eau consommé par les usagers du système d'assainissement intercommunal Ex SIVU pendant un an (*)	281 803 m ³ /an	281 803 m ³ /an
Coût maximal de fonctionnement annuel (réseau projeté selon le scénario collectif sur le secteur 1)	372 €/HT/an	372 €/HT/an
Impact moyen sur le prix de l'eau pour les <u>habitants actuellement raccordés</u> au réseau public de collecte des eaux usées (système d'assainissement intercommunal) (redevance collective en € HT/m ³)	+ 0,02 € HT/m ³	+ 0,03 € HT/m ³
Impact moyen sur le prix de l'eau pour les <u>habitants nouvellement raccordés</u> au réseau public de collecte des eaux usées (système d'assainissement intercommunal) (redevance collective en € HT/m ³)	+ 2,37 € HT/m ³	+ 2,38 € HT/m ³

(*) Assiette de la redevance collective "collecte et dépollution des eaux usées" s'appliquant aux usagers du système d'assainissement intercommunal (Ex SIVU) Assiette redevance du système d'assainissement intercommunal donnée RAD 2020 (280 982 m³) + Consommation des immeubles raccordés selon le scénario Montant constaté sur l'année 2021 de la taxe "collecte et dépollution des eaux usées" + Modernisation du réseau de collecte : 2,35 € HT/m³

4.2.4.3. Secteur n°3 : Route Nationale 41, déclassée RD 841 (tranche 8)

Les 6 immeubles, comprenant le n°570 rue d'Hesdin et 5 industriels (dont le SDIS, un garage, un carrossier, la Miroiterie du Ternois, ...) situés à l'extrémité de la route Nationale, en direction de la Croix en Ternois, sont très éloignés des habitations individuelles (distance d'environ 400 ml). Il a donc été proposé de les zoner en assainissement non collectif.

Le projet de zonage prévoit le raccordement de l'ensemble des immeubles situées rue d'Hesdin (RD 841), entre l'intersection avec la rue Charles Chopin et les deux habitations situées à l'ancienne maison garde barrière (n°475 rue d'Hesdin). Le réseau collectif existant est accessible depuis cette intersection (en face du n°2 rue Charles Chopin).

➤ Points notables :

- Topographie de la route favorable à la pose d'un réseau collectif gravitaire ;
- Pas de contrainte particulière pour ce scénario.

➤ Caractéristiques techniques du scénario collectif pour le secteur n°3 :

- Nombre de logements/immeubles raccordés : 9
- Nombre d'habitations en assainissement non collectif : 0
- Linéaire de réseau gravitaire : 240 ml
- Nombre de postes de relevage pour le réseau de collecte : 0
- Nombre de postes de relevage chez les particuliers : 0

➤ **Investissement public :**

	Secteur n°3 : Route Nationale 41
Création d'un branchement en domaine public	16 200,00 €/HT
Canalisation de Ø 200 chaussée communale	
Canalisation de Ø 200 chaussée départementale	96 000,00 €/HT
Divers (20% du total)	22 440,00 €/HT
Total investissement pour le domaine public	134 640,00 €/HT
Ratio par branchement	14 960,00 €/HT

➤ **Frais de fonctionnement du réseau projeté sur le secteur :**

Coût de l'entretien annuel du réseau	360,00 €/HT
Total frais de fonctionnement sur 1 an	360,00 €/HT
Ratio par logement	40,00 €/HT

➤ **Simulation budgétaire pour l'assainissement collectif – secteur n°3 :**

Dans ce scénario, 9 immeubles seraient raccordés au réseau existant.

IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU - Secteur n°3

	Calcul avec subvention (à condition de regrouper les scénarios collectifs du secteur n°2 et n°3)	Calcul sans subvention
Coût total des investissements avec frais divers hors raccordement à l'égout (domaine privé)	134 640 €/HT	134 640 €/HT
Montant des subventions (AEAP)	33 615 €/HT	
Montant de l'avance (Agence de l'Eau) sur Réseau (20 % sur 20 ans)	14 940 €/HT	
Montant non subventionné (€HT)	101 025 €/HT	134 640 €/HT
Montant du prêt contracté par la commune	86 085 €/HT	134 640 €/HT
Annuités de remboursement de l'avance AEAP sur réseau (sur 20 ans)	747 €/HT	
Annuités de remboursement de l'emprunt - taux 4% (sur 20 ans)	6 334 €/HT	9 907 €/HT
Nombre d'équivalent habitant (EH) raccordé selon le scénario collectif	23 EH	23 EH
Volume d'eau consommé par les usagers du système d'assainissement intercommunal Ex SIVU pendant un an (*)	281 803 m3/an	281 803 m3/an
Coût maximal de fonctionnement annuel du système d'assainissement intercommunal (réseau existant ** et prévu au scénario sur le secteur étudié) Ex SIVU Hors coût de fonctionnement de la STEP intercommunale	360 €/HT/an	360 €/HT/an
Impact moyen sur le prix de l'eau pour les habitants actuellement raccordés au réseau public de collecte des eaux usées (système d'assainissement intercommunal) (redevance collective en € HT/m³)	+ 0,03 € HT/m³	+ 0,04 € HT/m³
Impact moyen sur le prix de l'eau pour les habitants nouvellement raccordés au réseau public de collecte des eaux usées (système d'assainissement intercommunal) (redevance collective en € HT/m³)	+ 2,38 € HT/m³	+ 2,39 € HT/m³

(*) Assiette de la redevance collective "collecte et dépollution des eaux usées" s'appliquant aux usagers du système d'assainissement intercommunal (Ex SIVU)
Assiette redevance du système d'assainissement intercommunal donnée RAD 2020 (280 982 m³) + Consommation des immeubles raccordés selon le scénario
Montant constaté sur l'année 2021 de la taxe "collecte et dépollution des eaux usées" + Modernisation du réseau de collecte : 2,35 € HT/m³

5. LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

5.1. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1.1. Description générale

L'assainissement collectif consiste en la mise en place d'un réseau de collecte en domaine public pour la collecte et le traitement des eaux usées domestiques issues des immeubles conservés par le service rendu.

5.1.2. Secteurs à desservir

Il est proposé le zonage en assainissement collectif de la quasi-totalité des secteurs urbanisés du bourg hormis, dont la future zone d'activités, hormis :

- Le hameau du Pronay,
- N°45 rue de la Place,
- Ferme sise au n°985 rue Lucien Pire,
- Ferme sise Bois du Quesnoy.

5.1.3. Organisation du service d'assainissement collectif

5.1.3.1. Préambule

La délimitation en assainissement collectif ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.

En conséquence, tant qu'un réseau destiné à recevoir les eaux usées conformes à l'article L 1331-1 du code de la santé publique n'a pas été mis en œuvre par le service, les installations d'assainissement non collectif doivent être conformes, sous la responsabilité du propriétaire. Pour les installations existantes, un contrôle diagnostic doit être effectué par le SPANC. Pour les installations neuves, le contrôle est réalisé par ce même service au moment du dépôt du permis de construire et lors de la réalisation des travaux.

5.1.3.2. Obligation de raccordement

Du jour de la mise en service du réseau, le raccordement effectif devra être réalisé sous le délai de deux ans en application du code de la santé publique, article L 1331-1.

Une prolongation de délai est possible pour « les propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans, lorsque ces immeubles sont pourvus d'une installation réglementaire d'assainissement autorisée par le permis de construire et en bon état de fonctionnement », article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1960.

La perception d'une somme équivalente à la redevance d'assainissement instituée par le décret n° 67-945 du 24 octobre 1967) (J.O du 26.10.1967) peut prendre effet du jour de la mise en service du collecteur et non du branchement ou du raccordement effectif, sous réserve que la collectivité en ait délibéré. Elle est due par le propriétaire de l'immeuble. Au raccordement effectif, l'occupant est substitué au propriétaire pour acquitter la redevance d'assainissement.

Les exonérations et prolongations de délai possibles de l'obligation de se raccorder et donc d'être assujetti à la redevance d'assainissement sont prévues par l'arrêté du 19 juillet 1960 et l'arrêté du 28 février 1986.

(1) les immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, en application des articles 1331-26 et suivants du code de la santé publique ;

(2) les immeubles déclarés insalubres, en application de l'article 1331-17 dudit code, et dont l'acquisition, au besoin par voie d'expropriation, a été déclarée d'utilité publique ;

(3) les immeubles frappés d'un arrêté de péril prescrivant leur démolition, en application des articles 303 et suivants du code de l'urbanisme et de l'habitation ;

(4) les immeubles dont la démolition doit être entreprise en exécution des plans d'urbanisme définissant les modalités d'aménagement des secteurs à rénover, en application du décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 relatif à la rénovation urbaine.

(5) les immeubles difficilement raccordables et dotés d'une installation individuelle conforme.

5.1.3.3. Les conditions de raccordement

La collectivité en charge de l'assainissement a comme projet la mise en place **un système de collecte des eaux du type séparatif**.

Les eaux usées domestiques ou les eaux industrielles (après autorisation de la commune, conformément à l'article L.1331-10 du code de la Santé Publique) sont collectées par une boîte de branchement placée en limite de domaine public et privé.

Les **eaux pluviales** ne sont pas collectées par le réseau d'assainissement des eaux usées, mais par le réseau pluvial, s'il existe au droit des immeubles.

Le particulier effectue par lui-même ou fait effectuer par un professionnel les travaux de collecte des eaux usées entre les appareils sanitaires ou ménagers et la boîte de branchement. Cette boîte est équipée

d'une ouverture calibrée. Le raccordement à cette boîte se fait sous contrôle des agents du service d'assainissement, qui indiqueront la bonne manière de procéder au raccordement.

Il faut modifier les installations existantes :

- La fosse septique est court-circuitée, vidangée, comblée ou réutilisée en stockage d'eaux pluviales ;
- Les gouttières sont dérivées vers la boîte de branchement pluvial si elle existe ou infiltrées directement à la parcelle ou évacuées vers le milieu naturel ; A cette occasion, il est rappelé que la mise au fil d'eau ou au caniveau doit être autorisée préalablement par la mairie.
- Les siphons de cours collectant des eaux usées et des eaux pluviales ne devront plus collecter que des eaux pluviales ; les eaux usées seront donc récupérées par une nouvelle installation.

Dans les réseaux de type séparatif, tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics, doit être préalablement autorisé par la commune à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel (Art. L. 1331-10 du Code de la Santé Publique).

Un pré traitement approprié peut être exigé avant d'accorder une autorisation de rejets d'eaux industrielles (Art. R 111-12 du code de l'Urbanisme) avec l'établissement d'une convention de déversement entre l'industriel et le service compétent.

5.1.3.4. Incidence financière des travaux sur le prix de l'eau

➤ Préambule :

La **redevance** permet de mettre en place la recette faisant face aux charges définies par l'article R2333-121 du Code Général des Collectivités Territoriales notamment :

- Dépenses de fonctionnement du service, y compris les dépenses de personnel
- Dépenses d'entretien
- Charges d'intérêt de la dette contractée pour l'établissement et l'entretien des installations
- Charges d'amortissement des immobilisations.

La **redevance est assise sur le volume d'eau** prélevé par l'utilisateur de service d'assainissement sur le réseau public de distribution ou sur toute autre source.

* **Cas général** (abonné alimenté exclusivement par le réseau d'alimentation en eau potable) :

La redevance est constituée par l'application du barème tarifaire au volume d'eau prélevée.

Le tarif comporte :

- Une part fixe (abonnement sans volume alloué) plafonnée suivant l'arrêté du 6 août 2007
- Une part variable, éventuellement avec des tranches dégressives ou progressives.

* **Cas particulier** (abonné alimenté par une autre source) :

L'abonné a accès à une autre source. Les eaux usées en provenant sont déversées dans le réseau (article R2333-125 du Code Général des Collectivités Territoriales). Une déclaration doit être effectuée à la mairie et il sera donc fait application de l'article précité. La redevance d'assainissement sera calculée au forfait ou par relevé d'un compteur à placer sur le puits à la charge du particulier.

➤ **Situation actuelle :**

L'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution d'eau et de collecte et de traitement des eaux usées, indique que la facture doit individualiser la rubrique "collecte et traitement des eaux usées". Le service de collecte et de traitement des eaux usées est financé par une redevance d'assainissement, établie et indexée sur le volume d'eau consommé.

Le calcul de la redevance d'assainissement est mené suivant une approche globale d'équilibre financier annuel. Le budget est calculé à partir d'une comptabilité type M49.

L'établissement du budget M49 repose sur la notion d'équilibre budgétaire, d'une part au niveau de la section fonctionnement, et d'autre part au niveau de la section investissement. Le principe de base de l'équilibre entre les recettes et les dépenses s'applique pour chaque section.

Pour assurer l'équilibre global du budget, un emprunt est, le cas échéant, mobilisé. La charge financière en résultant doit être couverte par la redevance d'assainissement.

Le prix de l'eau intègre une redevance d'assainissement collectif :

- Pour assurer l'exploitation, l'entretien des réseaux, des postes de refoulement et de l'unité de traitement,
- Pour le financement de la gestion,
- Pour financer les travaux d'assainissement.

5.2. ZONES RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.2.1. Description générale

Tous les secteurs non zonés en assainissement collectif sont par défaut zonés en assainissement non collectif.

5.2.2. Description des filières

Les installations sont composées d'un dispositif de pré-traitement et d'une filière de traitement, ou dans certain cas d'une installation composée de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé. L'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, en décrit les principales composantes :

- **Pré-traitements**

Le mode de pré-traitement est identique pour l'ensemble des filières. Il comprend :

➤ Un bac séparateur, destiné à la rétention des matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères. Ce dispositif est obligatoire pour les activités produisant une quantité importante de

matières grasses (restaurant, cantine...) et recommandé si la fosse toutes eaux est éloignée de l'habitation.

➤ Une fosse septique toutes eaux dont le rôle principal est de réaliser la liquéfaction partielle et l'homogénéisation des eaux vannes et des eaux ménagères, ainsi que la rétention des matières solides et des déchets flottants. Dans le cas de réhabilitation d'installations existantes, il est possible de prétraiter et de traiter séparément les eaux vannes et les eaux ménagères.

En aucun cas les eaux pluviales ne devront être dirigées vers la fosse septique toutes eaux, le terme "toutes eaux" s'appliquant aux eaux vannes et aux eaux usées ménagères.

➤ Un préfiltre dont le rôle est de protéger le dispositif de traitement des dépôts intempestifs de boues ou de graisses et d'éviter le colmatage du dispositif de traitement (témoin du colmatage). Ce préfiltre peut éventuellement être intégré dans la fosse.

Remarque : les eaux usées d'origine agricole (jus de lisiers, eaux blanches) ne peuvent être admises dans les filières d'assainissement eaux usées d'habitations.

- **Traitement**

D'après la réglementation, les différents traitements possibles sont les suivants :

➤ Tranchées d'infiltration : il s'agit de répartir gravitairement et le plus uniformément possible un effluent en provenance de la fosse septique toutes eaux afin d'épurer et de disperser par infiltration, au moyen de drains dans un sol préparé à cette intention. Cet épandage se fait à une profondeur voisine de 0,60 à 0,80 cm.

Ce système de traitement est utilisé dans le cas d'un sol perméable (permettant l'infiltration), sans nappe trop haute, pente trop forte ou couvert végétal trop important.

➤ Lit Filtrant à Flux Vertical Non-Drainé : il reçoit les effluents septiques. Un matériau d'apport granulaire se substituant au sol naturel est utilisé comme système épurateur. L'effluent est collecté à la base par des drains pour être infiltré dans le sol.

➤ Lit Filtrant à Flux Vertical Drainé ou Lit à Flux Horizontal : il reçoit les effluents septiques. Un matériau d'apport granulaire se substituant au sol naturel est utilisé comme système épurateur. L'effluent est collecté à la base par des drains pour être infiltré soit dans un puits d'infiltration (soumis à dérogation préfectorale), soit directement dans le réseau hydraulique superficiel.

➤ Le Tertre d'infiltration : Il reçoit les effluents septiques issus d'une habitation surélevée, ou d'une pompe de relevage. Il utilise un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et le sol comme milieu dispersant. Cette filière introduit un relevage obligatoire des effluents septiques si l'habitation n'est pas surélevée. Le tertre est utilisé lorsque la nappe ou la roche est trop proche du niveau du sol.

➤ Lit à massif de zéolite : il reçoit les effluents septiques. La surface minimale du filtre doit être de 5 mètres carrés. Il comporte un matériau filtrant à base de zéolite naturelle du type chabazite, placé dans une coque étanche. Il se compose de deux couches : une de granulométrie fine en profondeur et une de granulométrie plus grossière en surface. Le filtre a une épaisseur minimale de 50 cm après tassement.

Ce système de traitement est utilisé dans le cas de sol imperméable ou trop perméable.

Il est nécessaire de préciser que le lit à massif de zéolite est réglementaire uniquement pour les maisons individuelles de 5 pièces principales (3 chambres) au plus.

Les dispositifs d'assainissement non collectif devront respecter les caractéristiques techniques :

- Des arrêtés du 7 septembre 2009,
- Du DTU 64.1.

➤ Dispositifs de traitement agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé

Ces dispositifs sont soumis à une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au journal officiel de la République française.

- **Exutoire**

L'exutoire des filières d'assainissement non collectif doit être le sol (cas le plus favorable : sol perméable), un puits d'infiltration (soumis à dérogation préfectorale), ou dans le réseau hydraulique superficiel (réseau hydrographique, fossé, réseau pluvial...) qui est soumis à l'autorisation du gestionnaire du réseau ou de la police de l'eau.

- **Toilettes sèches**

Les toilettes sèches (sans apport d'eau de dilution ou de transport) sont autorisées à la condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage, ni pollution des eaux superficielles ou souterraines.

5.2.3. Organisation du service

Pour les habitations en assainissement non collectif, des obligations sont à respecter :

➤ **(1) l'obligation** en observance de l'article L 1331-1-1 du code de la santé publique :

"Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ».

Cette obligation s'applique à l'utilisateur (installation ou réhabilitation).

➤ **(2) l'obligation pour la collectivité** (commune ou EPCI subrogé) d'organiser **l'ensemble des contrôles techniques**, dont les modalités sont fixées par l'arrêté du 27 avril 2012.

Les contrôles portent :

- Sur le neuf dans la réalisation de deux types de contrôle :
 - Le contrôle de vérification et d'implantation,
 - Le contrôle d'exécution,

- Sur l'ancien dans la réalisation de deux types de contrôle :
 - Le contrôle du fonctionnement et de l'entretien,
 - Contrôle dans le cadre de vente d'immeuble.

La commune doit donc au minimum s'assurer que le dispositif d'assainissement est bien entretenu et en état de marche. Il est prévu un droit d'accès des personnels chargés de ces missions dans l'article L.1331-11 du Code de la santé publique, complété par l'article 46-11 de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 : "Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées (...) pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif".

- **L'entretien**

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (modifié par la loi n°2006-1772) précise que la collectivité peut choisir d'assurer l'entretien de l'assainissement non collectif.

Les fréquences de vidange de boues et de matières flottantes conseillées par la réglementation en vigueur sont les suivantes :

Type d'installation	Fréquence minimale de vidange
Fosse toutes eaux ou septiques	4 ans
Bac à graisse	6 mois
Préfiltre	6 mois
Installation d'épuration biologique à boues activées	6 mois
Installation d'épuration biologique à cultures fixes	1 an

La commune a donc la possibilité d'assurer l'entretien, en totalité, ou dans des limites qu'elle fixerait. D'un autre côté, l'adhésion à ce service ne peut pas être rendue obligatoire. Les abonnés qui le souhaitent peuvent entretenir leur installation eux-mêmes, en fournissant les justificatifs de l'entretien (facture de vidange).

5.2.4. Coûts du projet

5.2.4.1. Investissement

Type de filière	Prix Unitaire € HT
Epandage souterrain gravitaire	7 300,00 € HT
Lit filtrant vertical non drainé	7 900,00 € HT
Lit filtrant vertical drainé	8 900,00 € HT
Tertre d'infiltration drainé	9 200,00 € HT
Filière compacte ou MicroSTEP	9 800,00 € HT
Contrainte d'accès	1 500,00 € HT
Contrainte topographique	Majoration de 2000 € HT sur le coût unitaire
Contrainte d'exutoire	Majoration de 20 % du coût unitaire
Contrainte d'accès + exutoire	Majoration de 35 % du coût unitaire

Les estimations reprises ci-dessus concernent la mise en place d'un assainissement non collectif avec une faisabilité aisée (superficie suffisante pour la mise en œuvre de l'installation, pente favorable et parcelle facilement accessible). C'est une moyenne entre une réhabilitation et une construction neuve. Une majoration du coût de la filière peut être appliquée en fonction des difficultés de mise en œuvre. Ces coûts unitaires des filières ont été actualisés par rapport au schéma directeur d'assainissement en fonction de l'évolution des prix des matériaux et des différentes contraintes relevées sur la commune.

5.2.4.2. Fonctionnement des dispositifs d'assainissement non collectif

Coûts de fonctionnement - ANC			
Désignation	Prix unitaire	Coût annuel	Fonctionnement sur 10 ans
Entretien spécifique pour les filières compactes	-	250 € HT	2 500 € HT
Contrôle SPANC	200 € HT	-	200 € HT
Entretien (vidange)	400 € HT	80 € HT	800 € HT
Energie (pompe de relevage - eaux brutes)	-	35 € HT	350 € HT

5.2.5. Répercussion financière sur le prix de l'eau

Le service d'Assainissement non Collectif de la commune sera financé par une redevance d'assainissement spécifique pour assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

➤ La fourniture et la pose des systèmes d'assainissement non collectif sont à la charge des propriétaires des habitations.

➤ Le service public d'assainissement chargé d'assurer le contrôle, voire l'entretien, de l'assainissement non collectif est un service public à caractère industriel et commercial. A ce titre, son financement est assuré par des redevances d'assainissement perçues pour service rendu, dans le cadre du paiement de l'eau distribuée. Le calcul de la redevance d'assainissement non collectif est mené suivant une approche globale d'équilibre financier annuel. Le budget est calculé à partir d'une comptabilité type M49.

C'est donc l'utilisateur qui finance (propriétaire ou locataire) et non le contribuable.

Le caractère industriel et commercial du service d'assainissement a les conséquences suivantes :

- Le budget du service doit s'équilibrer en recettes et dépenses,
- Le produit des redevances est affecté exclusivement au financement des charges du service, comprenant notamment des dépenses de fonctionnement du service,
- Les redevances ne peuvent être mises à la charge que des usagers,
- La tarification doit respecter le principe d'égalité des usagers devant le service.

Dès que la commune aura étudié les besoins et mis en place le service de contrôle, elle sera en mesure d'établir le montant de la redevance assainissement non collectif.

5.2.6. La mise en œuvre du zonage d'assainissement

5.2.6.1. Les documents d'urbanisme

Lorsqu'un zonage d'assainissement a été approuvé par délibération du conseil municipal, il pourra être intégré en tant qu'annexe au document d'Urbanisme de la commune (Plan d'Occupation des Sols).

Lors de la mise en œuvre de l'élaboration ou de la révision du document d'Urbanisme, le Préfet, dans le cadre du porter à connaissance (article L 121-2 et R 121-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) interpelle le maire concerné en lui demandant de prendre en compte le zonage d'assainissement pour la révision de celui-ci.

5.2.6.2. Les actes d'urbanisme

L'instructeur d'une demande de certificat d'urbanisme ou d'un permis de construire, intégrera l'avis du service chargé de l'assainissement à la délivrance des actes administratifs afin d'être en conformité avec les différents articles du code de l'Urbanisme.

5.2.6.2.1. Certificat d'urbanisme

Le certificat d'urbanisme doit préciser après avis du service d'assainissement, le mode d'assainissement des eaux usées d'un futur permis de construire (article R 410-13 du code de l'Urbanisme).

5.2.6.2.2. Permis de construire

Lors du dépôt du permis de construire, l'implantation de la filière d'assainissement non collectif doit être mentionnée sur le plan masse sous peine d'être incomplet (article R 431-9 du code de l'urbanisme). La conception et l'implantation de la filière doivent être vérifiées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

5.2.6.3. La mise en conformité des installations existantes

La nouvelle loi sur l'eau n°2006-1772 du 30 décembre 2006 parue au journal officiel le 31 décembre 2006, apporte quelques modifications par rapport à loi sur l'eau précédente.

Le SPANC assure, la vérification de la conformité à la réglementation et du bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif existantes ainsi que les contrôles sur les installations neuves. Cette demande peut être émise par le maire ou par tout tiers. Ce contrôle s'applique aussi au récolement des installations nouvelles. Les modalités de ce contrôle technique sont l'objet de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 27 avril 2012,

Les installations d'assainissement non collectif doivent être techniquement conformes à la réglementation en vigueur au moment de leur création et maintenues en bon état de fonctionnement. Celles qui auront été déclarées non conformes ou, qui ne sont pas maintenues en bon état de fonctionnement, ont vocation à être mises en conformité ou à voir leur mode d'entretien amélioré, même si elles sont déclarées « conforme ».

A l'issue d'un contrôle négatif, la loi précise que l'installation devra être mise aux normes. La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 1^{ère} classe (article R610-5) du code pénal.

5.2.6.4. Cas particulier des nouveaux logements

5.2.6.4.1. Zones délimitées

En ce qui concerne les nouveaux logements qui seraient mis en place dans la zone relevant de l'Assainissement Collectif, deux cas sont à prendre en compte :

- Le réseau de collecte est présent : le raccordement à l'égout est obligatoire,
- Le réseau de collecte n'est pas encore posé : une installation de dispositif d'assainissement non collectif est obligatoire. Le raccordement au réseau se fera dans les 2 années suivant sa pose (avec dérogation possible explicité au 5.1.3.2).

5.2.6.4.2. Zones non délimitées

Pour les logements qui se développeraient sur des secteurs non-délimités, il convient de distinguer :

- Cas de logement individuel : une filière d'assainissement non collectif à la parcelle devra être mise en place ; il est souhaitable de réaliser **une étude qualitative du sol** effectuée par un service compétent, agréé par la collectivité,
- Cas des logements en habitat groupé (lotissement, résidence) : la filière d'assainissement collective ou autonome regroupée à grande échelle (assimilée à du collectif si le propriétaire des ouvrages est la commune) peut être privilégiée selon les cas,
- Par défaut, les zones non définies en assainissement collectif (zone rouge) sont traitées en assainissement non collectif (zones blanches).